



JURIS-ASSO

Conditions
générales

SOMMAIRE

DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES	4
◆ TITRE 1	
DISPOSITIONS GÉNÉRALES	5
◆ ART. 1 - Définitions	5
◆ ART. 2 - Territorialité des garanties	5
◆ TITRE 2	
OBJET DU CONTRAT	6
◆ ART. 3 - Information et conseil, prévention et transaction, conciliation et arbitrage	6
◆ ART. 4 - Aide juridique	6
◆ TITRE 3	
GARANTIES DU CONTRAT	7
◆ ART. 5 - Etendue des garanties	7
◆ ART. 6 - Exclusions	8
◆ ART. 7 - Montant des garanties	9
◆ TITRE 4	
FONCTIONNEMENT DU CONTRAT	10
◆ ART. 8 - Déclaration du litige – Constitution du dossier	10
◆ ART. 9 - Conduite du dossier – Choix de l'avocat ou de l'expert – Subrogation	10
◆ ART. 10 - Arbitrage en cas de litige entre SMACL Assurances et l'assuré	11
◆ ART. 11 - Schéma d'ensemble	12
◆ TITRE 5	
VIE ET BASE DU CONTRAT	14
◆ ART. 12 - Formation et durée du contrat	14
◆ ART. 13 - Résiliation du contrat	14
◆ ART. 14 - Déclaration du risque	15
◆ ART. 15 - Cotisation	16
◆ ART. 16 - Prescription	17
◆ ART. 17 - Protection des données personnelles	18
◆ ART. 18 - Lutte contre la fraude, le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme	19
◆ ART. 19 - Traitement des réclamations	19
◆ ART. 20 - Contrôle de l'assureur	19

DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

Le contrat « ASSURANCE PROTECTION JURIDIQUE DES ASSOCIATIONS » est régi tant par le Code des Assurances ci-après dénommé « le Code » que par les présentes Conditions générales et les Conditions particulières.

Lorsque sa garantie porte sur des risques situés dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, les dispositions impératives plus favorables à l'assuré de la loi locale du 30 mai 1908 lui sont applicables.

Conformément aux statuts, aucune personne ne peut souscrire un contrat d'assurance auprès de SMACL Assurances si elle n'a été admise au préalable comme sociétaire.

Peuvent être sociétaires, sous réserve d'acquitter le droit d'adhésion prévu aux statuts de SMACL Assurances, les personnes morales visées auxdits statuts ayant qualité pour adhérer.

TITRE 1

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

◆ ART. 1 - DÉFINITIONS

1.1. - ASSOCIATION

La personne morale (association, régie ou non par la loi du 1er juillet 1901) ayant souscrit le présent contrat et désignée aux Conditions particulières.

1.2. - ASSURÉ

L'association, ses représentants élus dans l'exercice de leurs fonctions.

1.3. - TIERS

Toute personne physique ou morale **autre que** :

- Les représentants élus de l'association,
- Les préposés et salariés de l'assuré dans l'exercice de leurs fonctions, lorsqu'ils peuvent se prévaloir de la législation sur les accidents du travail ou des dispositions statutaires dont ils bénéficient,
- Les bénévoles et membres de l'association.

1.4. - FAIT GÉNÉRATEUR

L'acte, l'action, l'inaction de l'assuré ou du tiers, le fonctionnement, le non fonctionnement, le mauvais fonctionnement d'un service géré par l'association et, plus généralement, tout fait ou évènement à l'origine du litige.

1.5. - LITIGE OU SINISTRE

Est considéré comme sinistre le refus qui est opposé à une réclamation dont l'assuré est l'auteur ou le destinataire.

L'intervention de SMACL Assurances s'effectue à la double condition que, d'une part, le fait générateur soit survenu entre la date d'effet et celle de la résiliation du contrat et d'autre part que la réclamation soit effectuée auprès d'elle dans le délai maximum de 12 mois suivant la date de résiliation.

1.6. - FRANCHISE

La part des frais restant à la charge de l'assuré lors de la phase judiciaire.

1.7. - STATUTS

Les statuts de SMACL Assurances auxquels l'association adhère et dont elle reconnaît avoir reçu un exemplaire.

1.8. - ANNÉE D'ASSURANCE

La période comprise entre la date d'effet du contrat et celle de la première échéance annuelle, puis la période comprise entre deux échéances annuelles consécutives.

◆ ART. 2 - TERRITORIALITE DES GARANTIES

Les garanties sont acquises à l'assuré :

- En France Métropolitaine,
- Dans les Départements et Territoires d'Outre-Mer,
- Dans les Pays de l'Union Européenne,
- Dans les Etats frontaliers de la France métropolitaine.

TITRE 2

OBJET DU CONTRAT

◆ ART. 3 - INFORMATION ET CONSEIL, PRÉVENTION ET TRANSACTION, CONCILIATION ET ARBITRAGE

Lors de la survenance d'un litige portant sur les matières garanties par le contrat, SMACL Assurances intervient chaque fois qu'elle est sollicitée par l'association et met à sa disposition l'assistance technique nécessaire dans les domaines suivants :

3.1. - INFORMATION ET CONSEIL JURIDIQUE

SMACL Assurances procède aux études et recherches qui permettent à l'assuré d'apprécier l'étendue et la réalité de ses droits et de ses obligations.

SMACL Assurances informe l'association des mesures utiles et indispensables à la sauvegarde de ses intérêts.

3.2. - PRÉVENTION, TRANSACTION ET RECHERCHE DE SOLUTION AMIABLE

SMACL Assurances s'engage à mettre en œuvre, dans le respect des règles du Droit, les moyens nécessaires à la recherche d'une solution amiable.

La garantie due par SMACL Assurances consiste notamment à intervenir amiablement pour rechercher une transaction avec le tiers.

3.3. - CONCILIATION ET ARBITRAGE

Sur demande de l'association et lorsque la réglementation le permet, SMACL Assurances proposera à la partie adverse et organisera la mise en œuvre d'un mode de règlement alternatif du conflit. Ce mode de règlement pourra être selon le cas une conciliation ou un arbitrage.

Dans ce cas, SMACL Assurances proposera aux parties des conciliateurs ou des arbitres qualifiés, et prendra en charge les honoraires de ces intervenants dans la limite du plafond des garanties fixé dans les Conditions particulières.

◆ ART. 4 - AIDE JURIDIQUE

SMACL Assurances s'engage, en cas d'échec du règlement amiable du litige ou alternatif du litige, à permettre à l'association de faire valoir ses droits devant toutes juridictions.

La garantie du contrat concerne la défense de l'assuré.

SMACL Assurances prend en charge, dans la limite du montant des garanties prévu à l'article 7, les frais suivants engagés :

- Les frais nécessaires à la constitution du dossier,
- Les honoraires d'avocats,
- Les frais d'avoués, des auxiliaires de justice,
- Les honoraires d'experts.

SMACL Assurances s'engage également à organiser la défense de l'association. Elle s'oblige notamment, sur demande écrite de celle-ci, à lui proposer un avocat. Si elle le préfère, l'association conserve la possibilité de désigner elle-même son avocat.

TITRE 3

GARANTIES DU CONTRAT

◆ ART. 5 - ÉTENDUE DES GARANTIES

SMACL Assurances garantit les litiges liés à l'existence de l'association et aux activités statutaires qui sont les siennes.

SMACL Assurances intervient pour tous les litiges et **notamment** dans les domaines suivants :

5.1. - DANS SES RAPPORTS AVEC LES AUTRES PERSONNES MORALES

Tels que :

- Litiges avec des collectivités
- Litiges avec des associations

5.2. - DANS SES RAPPORTS AVEC LES TIERS

Tels que :

- Litiges sur un financement de projet social, sanitaire et de santé,
- Litiges avec les prestataires survenant dans le cadre de l'organisation de manifestations sportives, amicales, éducatives, festives, relevant de l'activité de l'assuré,
- Litiges survenant lors de voyages ou excursions organisés par l'assuré dans le cadre de son activité,
- Conflits de voisinage,
- Litiges à l'occasion de fusion d'entité ou transformation de groupement,
- Litiges consécutifs à une dévolution de biens,
- Litiges individuels du travail (licenciement, gestion contrat de travail,...),
- Litiges relatifs à l'application de conventions collectives régissant l'activité de l'association.

5.3. - DANS SES RAPPORTS AVEC LES CO-CONTRACTANTS

Tels que :

- Litiges avec des fournisseurs (électricité, eau, téléphone, accès internet,...),
- Conflits suite à des travaux d'intérieur de réparation ou d'entretien de vos locaux d'activité,
- Litiges suite à l'entretien d'un bien d'équipement (photocopieurs, matériel informatique,...),
- Litiges relatifs à la vente, l'achat ou la location de biens mobiliers et immobiliers par l'association.

◆ ART. 6 - EXCLUSIONS

LES EXCLUSIONS DU PRESENT ARTICLE S'APPLIQUENT À TOUTES LES GARANTIES DU CONTRAT.

SONT EXCLUS :

6.1. - Les litiges concernant toutes manifestations ou toutes actions portant sur la défense d'intérêts collectifs relatifs à l'objet statutaire de l'association.

6.2. - Les litiges relevant d'assurances obligatoires à la charge de l'assuré ou causés/subis par tous véhicules terrestres, aériens, fluviaux ou maritimes, ainsi que ceux garantis au titre d'une clause de défense et recours d'un contrat d'assurance de responsabilité civile ou d'un contrat d'assurance de dommages. Sont également exclues les litiges consécutifs à des infractions au Code de la route et/ou d'accidents de la circulation.

6.3. - Les litiges portant sur le recouvrement de créances dont l'association est débitrice ou sur toutes demandes de créances de recouvrement de l'association envers ses débiteurs, y compris sur le montant des loyers et fermages, charges de copropriétés et cotisations.

6.4. - Les litiges consécutifs au non-paiement par l'assuré de sommes dont le montant et l'exigibilité ne sont pas sérieusement contestables.

6.5. - Les litiges relevant du fonctionnement interne de l'association, de ceux liés à son organisation ou opposant les membres de l'association entre eux ou vis-à-vis de l'association.

6.6. - Les litiges relatifs à la matière fiscale, douanière ou contrôles d'URSSAF.

6.7. - Les litiges afférents aux droits de succession et aux legs.

6.8. - Les litiges opposant l'assuré à toutes les sociétés du groupe SMACL.

6.9. - Les litiges relevant de responsabilités édictées par les articles 1792 à 1792-7 du Code civil à propos de travaux de construction ou concernant l'assurance dommages ouvrage visée à l'article L.242-1 du Code des assurances.

6.10. - Les litiges relatifs à l'expression d'opinions politiques ou syndicales, ainsi que les conflits collectifs du travail.

6.11. - Les litiges consécutifs à la participation des dirigeants de l'association, de ses adhérents et de toute personne placée sous son autorité, à une rixe, ainsi que les litiges résultant de leur faute intentionnelle ou personnelle.

6.12. - Les litiges relevant de responsabilités médicales.

6.13. - Les litiges consécutifs à des dommages résultant de l'utilisation ou de la dissémination des organismes génétiquement modifiés (O.G.M.) tels que visés par la loi n° 92.654 du 13 juillet 1992.

6.14. - Les litiges se rapportant à une maladie ou une atteinte physique ayant pour origine l'influence de l'amiante sur le corps humain ou l'environnement.

6.15. - Les litiges concernant les droits de propriété intellectuelle, littéraire, artistique ou industrielle.

6.16. - Les litiges portant sur des biens ou services à caractère illicite ou immoral.

6.17. - Les litiges relatifs à l'administration d'association, de société civile ou commerciale, à la détention de parts sociales ou de valeurs mobilières.

6.18. - Les litiges nés de la guerre civile ou étrangère ; par contre, les litiges consécutifs à des émeutes ou mouvements populaires sont garantis si les représentants de l'assuré n'y ont pris aucune participation.

EN OUTRE, SMACL ASSURANCES NE PREND PAS EN CHARGE :

6.19. - Les frais antérieurs à la déclaration du litige à SMACL Assurances.

6.20. - Les amendes, les sommes dues en principal, les intérêts et pénalités de retard, les dépens, les dommages-intérêts, les condamnations au titre de l'article 700 du nouveau Code de procédure civile et 475.1 du Code de procédure pénale ainsi que les frais irrépétibles au titre de l'article L. 761-1 du Code de justice administrative.

◆ **ART. 7 - MONTANT DES GARANTIES**

SMACL Assurances rembourse, sur présentation des justificatifs, les frais engagés par l'association nécessaires au règlement du litige.

L'intervention de SMACL Assurances ne peut, par litige, excéder le **plafond de garantie** dont le montant est fixé aux Conditions particulières.

En outre, SMACL Assurances ne peut être tenue à engager une action judiciaire que pour autant que l'intérêt du litige est supérieur au **seuil d'intervention** dont le montant est prévu aux Conditions particulières.

TITRE 4

FONCTIONNEMENT DU CONTRAT

◆ ART. 8 - DÉCLARATION DU LITIGE – CONSTITUTION DU DOSSIER

8.1. - DÉCLARATION DU LITIGE

Les litiges susceptibles de mettre en jeu les garanties du contrat doivent être déclarés par écrit à SMACL Assurances.

L'association est tenue, sous peine de déchéance, de déclarer le litige à SMACL Assurances, dans un délai de 8 jours suivant sa connaissance, avant d'entreprendre une quelconque démarche ou action judiciaire.

8.2. - CONSTITUTION DU DOSSIER

La constitution du dossier incombe à l'association qui doit communiquer toutes pièces et toutes informations se rapportant au litige, ainsi que tous les éléments de preuve nécessaires à la conduite du dossier.

Dans son propre intérêt, il est recommandé à l'assuré de transmettre dès réception, tous avis, lettres, convocations, actes d'huissiers, assignations et pièces de procédure.

Lorsque l'assuré fait des déclarations intentionnelles inexactes, soit sur les circonstances ou conséquences d'un litige, soit sur le montant de sa réclamation, il sera déchu de la garantie et sera tenu de rembourser les sommes déjà versées par SMACL Assurances.

10

◆ ART. 9 - CONDUITE DU DOSSIER – CHOIX DE L'AVOCAT OU DE L'EXPERT – SUBROGATION

9.1. - CONDUITE DU DOSSIER

La conduite du dossier est assurée d'un commun accord entre l'association et SMACL Assurances.

En cas de désaccord entre l'assuré et SMACL Assurances sur l'opportunité de transiger, d'engager ou de poursuivre une action amiable ou contentieuse, la procédure d'arbitrage prévue à l'article 10 est mise en œuvre.

9.2. - CHOIX DE L'AVOCAT

Chaque fois que le litige nécessite l'intervention d'un avocat ou de toute personne qualifiée par la législation ou la réglementation en vigueur, pour défendre, représenter ou servir les intérêts de l'assuré, celui-ci a la liberté de le choisir.

L'assuré a également la liberté de choisir un avocat ou toute autre personne qualifiée pour l'assister, à chaque fois qu'un conflit d'intérêt l'oppose à SMACL Assurances.

L'avocat ou la personne qualifiée doit être territorialement compétent. À défaut, SMACL Assurances ne sera pas tenue de prendre en charge les frais de déplacement liés à ce choix, ni le coût des honoraires de l'avocat postulant chargé d'accomplir pour le compte de l'assuré les actes ordinaires de la procédure devant la juridiction territorialement compétente.

SMACL Assurances peut proposer, sur demande écrite de l'assuré, le nom d'un avocat.

Dans tous les cas, conformément à la loi n°71-1130 du 31 décembre 1971, l'assuré négocie avec son avocat le montant de ses frais et honoraires dans le cadre d'une convention d'honoraires (ou de tout document y tenant lieu) et s'engage à informer SMACL Assurances des termes de cette convention.

SMACL Assurances rembourse à l'assuré les frais exposés dans la limite des sommes prévues par le tableau des "**Plafonds contractuels de prise en charge des honoraires d'avocats**" visé aux Conditions particulières.

9.3 – SUBROGATION

SMACL Assurances est subrogée jusqu'à concurrence des sommes payées par elle, dans les droits et actions de l'assuré.

Cette subrogation s'étend aux indemnités dues au titre des frais et dépens tels que précisés à l'article 695 NCPC⁽¹⁾ et des dispositions équivalentes au CPP⁽²⁾ et au CJA⁽³⁾, ainsi que des articles 700 NCPC⁽¹⁾, 475-1 CPP⁽²⁾ ou L.761-1 CJA⁽³⁾ à concurrence du montant des frais et honoraires réglés et/ou dus au titre de la garantie.

Si la subrogation ne peut plus, du fait de l'assuré, s'opérer en faveur de SMACL Assurances, la garantie de celle-ci cesse d'être engagée dans la mesure même où aurait pu s'exercer la subrogation.

⁽¹⁾ Nouveau Code de Procédure Civile

⁽²⁾ Code de Procédure Pénale

⁽³⁾ Code de Justice Administrative

◆ ART. 10 - PROCÉDURE D'ARBITRAGE

La décision de donner suite à la réclamation ou de résister à la demande de la partie adverse est prise d'un commun accord entre SMACL Assurances et l'assuré. En cas de désaccord, l'assuré reste libre de mettre en application la procédure d'arbitrage décrite ci-dessous, conformément à l'article L.127-4 du Code.

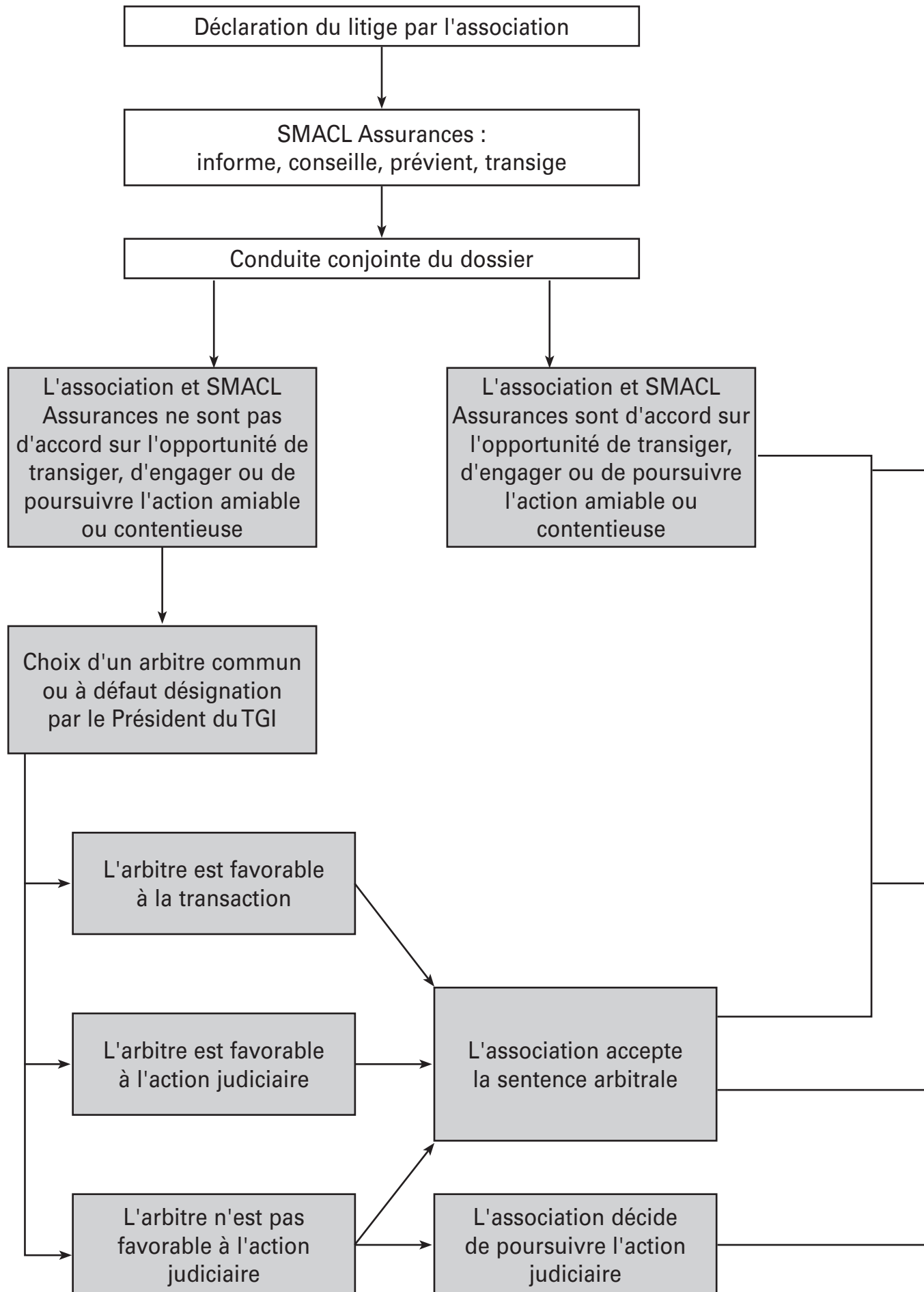
Une tierce personne habilitée à donner des conseils juridiques pourra être désignée d'un commun accord ou, à défaut, par le président du tribunal de grande instance statuant en la forme des référés. Les frais exposés pour la désignation et la consultation de cette tierce personne sont à la charge de SMACL Assurances, dans la limite des montants TTC indiqués au tableau des plafonds contractuels de prise en charge annexé aux conditions particulières.

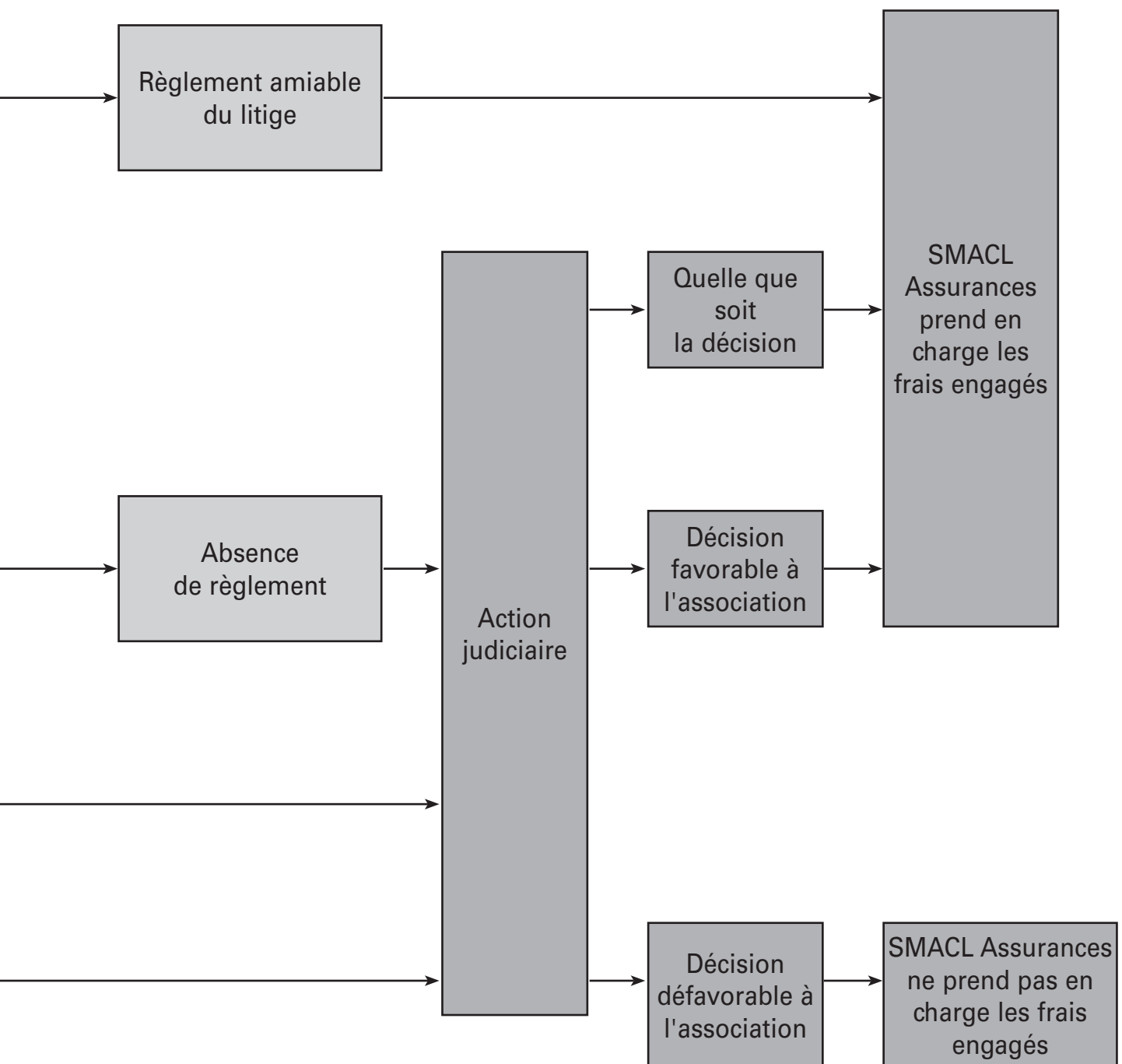
Toutefois, le président du tribunal de grande instance, statuant en la forme des référés, peut en décider autrement s'il s'avère que l'assuré a mis en œuvre cette procédure d'arbitrage dans des conditions abusives.

Si, malgré l'avis contraire de SMACL Assurances ou celui de la tierce personne désignée, l'assuré engage à ses frais une procédure contentieuse, SMACL Assurances ne remboursera ces frais, dans la limite des montants TTC indiqués au tableau des plafonds contractuels de prise en charge annexé aux conditions particulières, que si l'assuré obtient une solution plus favorable que celle qui lui avait été proposée par elle ou par la tierce personne.

Lorsque cette procédure d'arbitrage est mise en œuvre, le délai de recours contentieux est suspendu pour toutes les instances juridictionnelles qui sont couvertes par la garantie protection juridique et que l'assuré est susceptible d'engager en demande, jusqu'à ce que la tierce personne chargée de proposer une solution en ait fait connaître la teneur.

◆ ART. 11 - SCHÉMA D'ENSEMBLE





TITRE 5

VIE ET BASE DU CONTRAT

◆ ART. 12 - FORMATION ET DURÉE DU CONTRAT

12.1. - FORMATION ET PRISE D'EFFET DU CONTRAT

Le contrat est formé dès l'accord des parties.

La police, signée par elles, constate leur engagement réciproque.

La garantie est acquise à compter de la date d'effet indiquée aux Conditions particulières, sauf si elles prévoient que la prise d'effet est subordonnée au paiement de la première cotisation.

Ces mêmes dispositions s'appliquent à tout avenant au contrat.

12.2. - DURÉE DU CONTRAT – TACITE RECONDUCTION

A l'exception de la première période d'assurance qui s'étend jusqu'au 31 décembre de l'année suivant celle au cours de laquelle le contrat prend effet, l'année d'assurance commence le 1^{er} janvier et s'achève le 31 décembre. L'échéance annuelle est fixée au 1^{er} janvier.

Le contrat est, à son expiration, reconduit de plein droit, par "tacite reconduction" d'année en année, sauf dénonciation par l'une ou l'autre des parties notifiée à l'autre partie deux mois au moins avant l'expiration de l'année d'assurance en cours, dans les formes et conditions prévues à l'article 13. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi de la notification.

◆ ART. 13 - RÉSILIATION DU CONTRAT

13.1. - CAS DE RÉSILIATION DU CONTRAT

Le contrat peut être résilié avant sa date d'expiration normale dans les cas et conditions ci-après :

13.1.1. - PAR L'ASSOCIATION

- a) En cas de disparition des circonstances aggravantes mentionnées aux Conditions particulières (article L.113-7 du Code), si SMACL Assurances ne consent pas la diminution des cotisations correspondantes d'après le tarif appliqué lors de la souscription de la police,
- b) En cas de résiliation par SMACL Assurances d'un autre contrat de l'association après sinistre (article R.113-10 du Code), cette dernière dispose d'un mois à compter de la notification par SMACL Assurances de cette résiliation pour exercer à son tour sa faculté de résilier l'ensemble de ses contrats. La résiliation par le souscripteur prend effet un mois à compter de la date de notification à SMACL Assurances (date figurant sur le cachet de la poste).
- c) En cas de majoration de la cotisation normale, conformément aux dispositions de l'article 15,
- d) En cas de cessation d'activité ou dissolution de l'association.

13.1.2. - PAR SMACL ASSURANCES

- a) En cas de non paiement de la cotisation (article L.113-3 du Code),
- b) En cas d'aggravation du risque (article L.113-4 du Code),
- c) En cas d'omission ou d'inexactitude dans la déclaration du risque à la souscription ou en cours de contrat (article L.113-9 du Code),
- d) Après sinistre, la résiliation ne pouvant prendre effet qu'à l'expiration d'un délai d'un mois à compter de la notification à l'assuré (article R.113-10 du Code).

13.1.3. - DE PLEIN DROIT

- a) En cas de liquidation judiciaire de SMACL Assurances (article L.113-6 du Code).
- b) En cas de dissolution de SMACL Assurances, la cessation du contrat prenant de plein droit effet le quarantième jour à midi, à compter de la publication au Journal officiel de la décision de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution prononçant la dissolution (article L.326-12 du Code).

13.2. - MODALITÉS DE RÉSILIATION

Lorsque l'association a la faculté de résilier le contrat, elle peut le faire, à son choix, soit par une déclaration faite contre récépissé au siège social de SMACL Assurances, soit par lettre recommandée.

La résiliation par SMACL Assurances doit être notifiée à l'association par lettre recommandée.

Dans tous les cas de résiliation, au cours d'une période d'assurance, excepté le cas de résiliation pour non-paiement des primes, SMACL Assurances doit restituer au souscripteur la portion de cotisation afférente à la période pendant laquelle les risques ne sont plus garantis ; période calculée à compter de la date d'effet de la résiliation.

◆ ART. 14 - DÉCLARATION DU RISQUE

14.1. - DÉCLARATION À LA SOUSCRIPTION DU CONTRAT

Le contrat est établi d'après les déclarations de l'association et la cotisation fixée en conséquence.

L'association doit déclarer exactement à SMACL Assurances sous peine de l'application des dispositions prévues au paragraphe 14.3 ci-après, tous les éléments et circonstances connus d'elle qui sont de nature à faire apprécier par SMACL Assurances les risques qu'elle prend à sa charge.

14.2. - DÉCLARATION AU COURS DU CONTRAT

L'association déclare à SMACL Assurances par lettre recommandée, toute modification affectant les éléments visés au paragraphe 14.1 du présent article et ceux spécifiés aux Conditions particulières.

Cette déclaration doit être faite préalablement à la modification si celle-ci résulte du fait de l'association et, dans les autres cas, dans un délai de 15 jours à partir du moment où elle en a connaissance.

Lorsque la modification constitue une aggravation au sens de l'article L.113-4 du Code, la déclaration doit être faite sous peine de l'application des dispositions prévues à l'article 14.3 ci-après et SMACL Assurances peut, dans les conditions arrêtées par le même article, soit résilier le contrat moyennant un préavis de 10 jours, soit proposer un nouveau taux de cotisation.

En cas de refus de cette proposition ou d'absence de réponse dans un délai de 30 jours à compter de la notification (date d'envoi), le contrat sera résilié.

14.3. - SANCTIONS

Toute réticence ou fausse déclaration intentionnelle, toute omission ou déclaration inexacte des circonstances ou aggravations connues de l'assuré, permet à SMACL Assurances d'invoquer :

- la nullité du contrat lorsque la mauvaise foi de l'assuré est établie (article L.113-8 du Code). Dans ce cas, le contrat est considéré ne jamais avoir existé ;
- une réduction proportionnelle des indemnités lorsque l'omission ou l'inexactitude de la déclaration a été constatée après sinistre, sans que la mauvaise foi de l'assuré ne soit établie (article L.113-9 alinéa 3 du Code). Dans ce cas, l'indemnité due est réduite dans le rapport existant entre la cotisation effectivement payée et celle qui aurait dû normalement être acquittée ;
- la résiliation du contrat (article 13.1.2 c/ ci-avant), ou son maintien moyennant une augmentation de cotisation acceptée par l'assuré, lorsque l'omission ou l'inexactitude de la déclaration a été constatée avant tout sinistre (article L.113-9 alinéa 2 du Code).

14.4. - DÉCLARATION DES AUTRES ASSURANCES

Conformément à l'article L.121-4 du Code, si les risques garantis par le présent contrat sont couverts par une autre assurance, la personne morale souscriptrice doit en faire la déclaration à SMACL Assurances, en lui indiquant le nom de la compagnie, le numéro de contrat, la nature et le montant de la garantie. L'assuré pourra obtenir la prise en charge du litige en s'adressant à l'assureur de son choix.

16

◆ ART. 15 - COTISATION

15.1. - PAIEMENT DE LA COTISATION

L'assuré doit payer à SMACL Assurances la cotisation annuelle, ainsi que les frais, impôts et taxes afférents dont le montant est porté à la connaissance de l'association au moyen d'un avis d'échéance.

Cet avis reproduit le montant de la cotisation déterminé conformément aux tarifs établis pour l'exercice considéré en application du dispositif prévu aux statuts de SMACL Assurances.

15.2. - CONSÉQUENCES DU NON-PAIEMENT DE LA COTISATION

A défaut de paiement d'une cotisation, ou d'une fraction de cotisation dans les 10 jours de son échéance (sauf disposition contractuelle plus favorable), SMACL Assurances, indépendamment de son droit de poursuivre l'exécution du contrat en justice, peut, par lettre recommandée adressée à l'association, suspendre la garantie 30 jours après l'envoi de la lettre.

Cette lettre recommandée indiquera qu'elle est envoyée à titre de "Mise en demeure", rappellera le montant et la date d'échéance de la cotisation et reproduira l'article L.113-3 du Code.

SMACL Assurances a le droit de résilier le contrat 10 jours après l'expiration du délai de 30 jours visé ci-dessus, par notification faite à l'association, soit dans la lettre recommandée de "Mise en demeure", soit par une nouvelle lettre recommandée.

La suspension de la garantie ou la résiliation pour non-paiement de la cotisation ne dispense pas l'association de l'obligation de payer les cotisations à leurs échéances.

15.3. - RÉVISION DE LA COTISATION

Si SMACL Assurances vient à modifier les tarifs applicables aux risques garantis par le présent contrat, la cotisation ou fraction de cotisation payable à chaque échéance sera modifiée dans les mêmes proportions. L'avis d'échéance portant mention de la nouvelle cotisation sera présenté dans les formes habituelles.

Lorsque la modification tarifaire entraînera une majoration de la cotisation, l'association pourra, selon les modalités définies à l'article 13, résilier le contrat dans les 30 jours suivant la réception de l'avis d'échéance.

La résiliation prendra effet un mois après notification à SMACL Assurances ; celle-ci aura droit à la portion de cotisation calculée sur les bases du tarif en vigueur avant la modification, au prorata du temps écoulé entre la date de la dernière échéance et la date d'effet de la résiliation. A défaut de cette résiliation, la modification de la cotisation prendra effet à compter de l'échéance.

Toutefois, la faculté de résilier le contrat pour augmentation de cotisation n'est ouverte à l'association que dans la mesure où cette augmentation est supérieure à celle résultant de l'indexation telle que définie à l'article 15.4 ci-après.

15.4. - CONVENTION DE VARIATION DE LA COTISATION

15.4.1. - PRINCIPE D'INDEXATION

Le contrat est indexé sur l'indice FFB publié par la Fédération Française du Bâtiment.

Sauf dispositions contraires spécifiquement prévues au contrat, la cotisation hors taxes sera automatiquement adaptée à compter de chaque échéance proportionnellement aux variations de "l'indice d'échéance" par rapport à "l'indice de base", dans les conditions ci-après, sous réserve des dispositions du paragraphe 15.4.2 ci-dessous.

"L'indice de base" est celui figurant aux Conditions particulières et sur tout avenant postérieur.

"L'indice d'échéance" est l'indice du deuxième trimestre de l'année précédant l'échéance annuelle. Il est indiqué sur l'avis d'échéance correspondant.

A défaut de publication de l'indice FFB dans les quatre mois suivant la date de fixation de l'indice précédent, SMACL Assurances pourra, à ses frais, demander au Président du Tribunal de Grande Instance de Paris de désigner un expert aux fins de déterminer la valeur de l'indice manquant. En cas de carence définitive de cet indice, un autre indice choisi par l'expert lui sera substitué.

15.4.2. - DISPOSITIONS DÉROGATOIRES

Par dérogation aux dispositions du paragraphe 15.4.1 ci-dessus, SMACL Assurances peut, à chaque échéance annuelle, décider, soit de neutraliser ou de limiter le jeu normal de l'indice, soit d'appliquer une majoration supérieure à celle résultant de son jeu normal.

La décision ainsi arrêtée peut concerner tout ou partie de la cotisation.

◆ ART. 16 - PRESCRIPTION

Toute action dérivant du présent contrat est prescrite par deux ans à compter de l'évènement qui y donne naissance dans les conditions déterminées par les articles L.114-1 et L.114-2 du Code.

Toutefois, ce délai ne court :

- en cas de réticence, omission, déclaration fautive ou inexacte sur le risque couru, que du jour où l'assureur en a eu connaissance ;
- en cas de sinistre, que du jour où les intéressés en ont eu connaissance, s'ils prouvent qu'ils l'ont ignoré jusque-là.

Quand l'action de l'assuré contre l'assureur a pour cause le recours d'un tiers, le délai de la prescription ne court que du jour où ce tiers a exercé une action en justice contre l'assuré ou a été indemnisé par ce dernier.

La prescription peut être interrompue par une des causes ordinaires d'interruption que sont :

- la demande en justice, même en référé (article 2241 du Code civil) ;
- une mesure conservatoire prise en application du Code des procédures civiles d'exécution ou un acte d'exécution forcée (article 2244 du Code civil) ;
- la reconnaissance non équivoque par l'assureur du droit à garantie de l'assuré (article 2240 du Code civil).

Elle peut également être interrompue dans les cas ci-après :

- désignation d'experts à la suite d'un sinistre ;
- envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception adressée par SMACL Assurances à l'assuré en ce qui concerne le paiement de la cotisation, ou par l'assuré à SMACL Assurances en ce qui concerne le règlement de l'indemnité.

◆ ART. 17 - PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES

Dans le cadre de ses activités, SMACL Assurances réalise différents traitements de données personnelles concernant le souscripteur et l'assuré, en qualité de responsable de traitement.

Le traitement de ces données personnelles est nécessaire dans le cadre de la souscription, de la gestion et de l'exécution du contrat d'assurance et afin d'organiser la vie institutionnelle relevant des statuts de SMACL Assurances, ainsi que pour répondre à des prescriptions réglementaires parmi lesquelles la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme ainsi que les réponses aux demandes officielles des autorités publiques ou judiciaires dûment autorisées.

Les données peuvent également être traitées par SMACL Assurances dans le cadre du dispositif de lutte contre la fraude mis en oeuvre dans l'intérêt légitime de l'Assureur et de ses sociétaires et dans le cadre des opérations d'amélioration de la relation commerciale.

Sans opposition de leur part, les données personnelles du souscripteur ou de l'assuré pourront être utilisées pour des actions commerciales et pour l'envoi d'information sur les produits et services proposés par SMACL Assurances.

De façon générale, le défaut de fourniture des données sollicitées aura pour conséquence de ne pas permettre l'exécution des services attendus.

Les données collectées sont conservées le temps nécessaire à l'exécution du contrat ou pour les durées prévues par la loi ou préconisées par la CNIL en matière d'assurance. Elles sont destinées aux personnels habilités de l'assureur et peuvent, dans la limite des finalités ci-dessus, être transmises à des sous-traitants et partenaires contribuant à la réalisation de ces finalités (ex: experts, réassureurs, organismes sociaux, etc.) et s'il y a lieu, aux personnes intéressées au contrat.

Les données sont traitées et hébergées au sein de l'Espace Economique Européen (EEE). Certains réassureurs de SMACL Assurances peuvent néanmoins être situés hors de l'EEE, des garanties appropriées sont alors mises en oeuvre pour assurer la protection des données en cas de transfert.

Conformément aux dispositions de la réglementation relative à la protection des données à caractère personnel et notamment du Règlement européen général sur la protection des données du 27 avril 2016 et de la Loi dite « Informatique et Libertés » modifiée du 6 janvier 1978, le souscripteur ou l'assuré dispose d'un droit d'accès, de rectification et de portabilité sur ses données, et sous certaines conditions, un droit d'effacement, de limitation et d'opposition. Il dispose également du droit de décider du sort de ses données après son décès.

Pour l'exercice de ces droits, le souscripteur ou l'assuré peut envoyer une demande, en fournissant un justificatif d'identité comportant sa signature, par courrier postal à l'adresse du Délégué à la Protection des Données : SMACL Assurances - Délégué à la protection des données - 141, avenue Salvador-Allende - CS 20000 - 79031 NIORT CEDEX 9 ou par courriel : protectiondesdonnees@smacl.fr.

Si le souscripteur ou l'assuré estime, après avoir contacté le Délégué à la Protection des Données de SMACL Assurances, que ses droits Informatique et Libertés ne sont pas respectés, le souscripteur ou l'assuré peut introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale Informatique et Libertés (CNIL).

Le souscripteur ou l'assuré peut enfin, à tout moment, s'inscrire en ligne sur la liste d'opposition au démarchage téléphonique Bloctel, à l'adresse <https://inscription.bloctel.fr/>. Pour une information plus détaillée sur l'utilisation de ses données personnelles ou l'exercice de ses droits (accès, rectification, opposition, etc.), le souscripteur ou l'assuré peut consulter l'espace dédié « Données personnelles » (www.smacl.fr/donnees-personnelles) sur smacl.fr.

◆ ART. 18 - LUTTE CONTRE LA FRAUDE, LE BLANCHIMENT D'ARGENT ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME

Les données à caractère personnel relatives aux opérations de présouscription et à la gestion des sinistres et des contrats peuvent faire l'objet de traitements par SMACL Assurances dans le cadre des dispositifs de lutte contre la fraude, le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.

En particulier, SMACL Assurances met en œuvre un dispositif de lutte contre la fraude pouvant conduire, notamment, à l'inscription du souscripteur ou de l'assuré sur une liste de personnes présentant un risque de fraude, et à l'adoption de décisions produisant des effets juridiques.

◆ ART. 19 - TRAITEMENT DES RÉCLAMATIONS

Pour toute réclamation, par principe, la personne morale souscriptrice ou l'assuré s'adresse à son interlocuteur habituel SMACL Assurances.

SMACL Assurances s'engage à accuser réception de la réclamation dans les **10 (dix) jours** ouvrables à compter de sa réception.

Si la réclamation n'a pas reçu une réponse satisfaisante, elle peut alors être adressée par courrier à :

- **SMACL Assurances, Direction marchés**, 141, avenue Salvador-Allende, CS 20000, 79031 NIORT CEDEX 9, dans le cadre d'une réclamation relative à la gestion du contrat ;
- **SMACL Assurances, Direction indemnisations**, TSA 67211, CS 20000, 79060 NIORT CEDEX 9, dans le cadre d'une réclamation relative à la gestion d'un sinistre,
- **SMACL Assurances, Département juridique**, TSA 67211, CS 20000, 79060 NIORT Cedex 9, dans le cadre d'une réclamation relative à une garantie de protection juridique.

Si l'objet de la réclamation de la personne morale souscriptrice persiste, cette dernière peut ensuite saisir :

- **le Comité de Conciliation Amiable de SMACL Assurances** à l'adresse suivante : SMACL Assurances, Secrétariat Général, 20 rue d'Athènes 75009 PARIS ou Secretariat-general@smacl.fr.

Tout complément sur les modalités de traitement des réclamations sont disponibles sur le site internet smacl.fr.

Sauf circonstances particulières, SMACL Assurances s'engage à apporter une réponse définitive dans un délai de **2 (deux) mois** entre la date de réception de la réclamation et la date d'envoi de la réponse.

◆ ART. 20 - CONTRÔLE DE L'ASSUREUR

L'autorité chargée du contrôle de l'assureur, tel que défini par le présent contrat, est l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) - 4, Place de Budapest, CS 92459, 75436 PARIS Cedex 9.

smacl.fr

SMACL Assurances

Siège social

141, avenue Salvador-Allende

CS 20000

79031 NIORT CEDEX 9

Tél. : + 33 (0)5 49 32 56 56 / Fax : + 33 (0)5 49 73 47 20

Société d'assurance mutuelle à cotisations fixes régie par le Code des assurances

RCS Niort n° 301 309 605

Le contrat est distribué par Yvelin SAS enregistré au registre RCS Montpellier, sous le n° 349 499 558.

Siège social : Le Triangle - 26 Allée Jules Milhau, 34000 MONTPELLIER.